



Déclaration liminaire UNSA

Assemblée plénière du CIAS du 13 janvier 2021

Madame la Directrice Générale,

Mesdames et messieurs les membres du CIAS,

En cette période de vœux, l'UNSA Fonction Publique en exprimera un premier dans cette instance. Nous souhaitons que le budget de l'action sociale interministérielle soit intégralement utilisé au profit des agents.

Depuis des années, l'Etat économise annuellement quelques millions d'Euros sur le dos des agents qui auraient besoin d'un coup de pouce pour mieux vivre. Cette année, l'économie est de plus de 6 millions d'euros, sans les mesures exceptionnelles, elle aurait été de près de 14 millions, soit 11% du budget annuel. Sous-consommation chronique, endémique, structurelle, organisée, toutes les expressions sont possibles mais c'est en lui-même que le principe est choquant.

Des propositions, l'UNSA Fonction Publique en a faites cette année. Dès le début du premier confinement, elle a demandé un CESU exceptionnel garde d'enfants 6-12 ans au profit des agents mobilisés en première ligne. Pas de réponse ou plutôt un sous-entendu « Trop cher ».

L'UNSA Fonction Publique a demandé, pour encourager les départs en vacances et une relance de l'économie touristique, un abondement exceptionnel pour tous les plans d'épargne servis en 2020, mais aussi pour ceux ouverts en 2020. « Trop cher ». L'administration a préféré une demi-mesure, à l'annonce précoce, mais à la mise en œuvre tardive.

L'UNSA Fonction Publique a demandé en mai 2020 la création d'un pôle juridique d'assistance aux RIA, livrés aux exigences pécuniaires des prestataires extérieurs. « Trop difficile ». Même si la mise en œuvre en a été finalement concédée du bout des lèvres, en décembre 2020, à condition que ce ne soit pas « trop cher ».

L'UNSA Fonction Publique a demandé l'ouverture de l'aide à l'installation des personnels aux contractuels en CDI. Pas de réponse à part, « on va étudier la faisabilité ». Trop cher ?

Les occasions perdues ne se rattrapent jamais, sachons en tirer les leçons. Pour l'UNSA Fonction Publique, cet argent non dépensé au profit des personnels devrait constituer un fonds de réserve et être réinjecté l'année suivante dans l'action sociale interministérielle. Il pourrait être utilisé sous forme d'une aide exceptionnelle « vacances » par exemple. Il pourrait être utilisé comme fonds de solidarité au profit des RIA. Encore faut-il en avoir la volonté.

L'UNSA Fonction Publique sait que l'année 2021 sera une année socialement difficile pour les agents. Les erreurs et hésitations du passé ne devront pas être reproduites. Notre second vœu est que le dialogue social mené dans cette instance soit constructif, « quoi qu'il en coûte ».